

# DEC 12/2021

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

QUINZIÈME LÉGISLATURE

**SÉNAT**

SESSION ORDINAIRE DE 2020/2021

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 20 mai 2021

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 20 mai 2021

## **TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de virement de crédits N° DEC 12/2021 à l'intérieur de la section  
III - Commission - du budget général pour l'exercice 2021

E 15787





Conseil de  
l'Union européenne

**Bruxelles, le 19 mai 2021  
(OR. en)**

**8900/21**

**FIN 367**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine:	Monsieur Johannes HAHN, membre de la Commission européenne
Date de réception:	18 mai 2021
Destinataire:	Madame Cláudia JOAQUIM, présidente du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits N° DEC 12/2021 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2021

---

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 12/2021.

p.j.: DEC 12/2021



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 18/05/2021

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2021  
SECTION III - COMMISSION TITRES: 14, 30

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 12/2021

---

**ORIGINE DES CRÉDITS**

**DU CHAPITRE** - 3004 Mécanismes de solidarité (instruments spéciaux)

ARTICLE - 30 04 01 Réserve de solidarité et d'aide d'urgence	CE	-204 000 000,00
	CP	-204 000 000,00

**DESTINATION DES CRÉDITS**

**AU CHAPITRE** - 1403 Aide humanitaire

ARTICLE - 14 03 01 Aide humanitaire	CE	204 000 000,00
	CP	204 000 000,00

Selon le rapport mondial de 2021 sur les crises alimentaires, publié le 4 mai 2021<sup>1</sup>, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire [phase 3 et plus de l'IPC (cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire)] atteint actuellement **son niveau agrégé le plus élevé depuis le début des relevés**. L'ampleur comme la gravité de la crise alimentaire mondiale en 2021 sont absolument sans précédent<sup>2</sup>. Confrontés à ces sombres statistiques, les ministres des affaires étrangères et du développement du G7 ont approuvé, les 4 et 5 mai, un pacte du G7 concernant la prévention de la famine et les crises humanitaires, qui figurera à l'ordre du jour du sommet des dirigeants du G7 prévu en juin.

Le rapport mondial publié en mars 2020<sup>3</sup> indiquait qu'en 2019, 135 millions de personnes faisaient face à cette insécurité alimentaire aiguë dans les 55 pays couverts, ce qui représentait déjà une forte augmentation par rapport à l'année précédente. Cependant, au cours de l'année 2020, les effets combinés de la pandémie de COVID-19, des conflits et de l'invasion de criquets dans la Corne de l'Afrique et au Yémen ont exacerbé les fragilités qui existaient déjà et porté la faim à des niveaux sans précédent dans le monde, le nombre de personnes touchées passant de 135 millions à 155 millions dans les 55 pays qui étaient également couverts en 2020<sup>1</sup>.

Il ressort du rapport de 2021 que plus de 28 millions de personnes dans 42 pays se trouvent dans une situation d'urgence alimentaire (phase 4 et plus de l'IPC), ce qui signifie qu'elles sont au bord de la catastrophe, et que des poches de famine (phase 5 de l'IPC) sont déjà recensées dans 3 pays. En ce qui concerne l'avenir, la dernière mise à jour du rapport «Hunger Hotspots» (Points chauds de la faim), qui est une analyse d'alerte précoce des situations dans lesquelles l'insécurité alimentaire aiguë est susceptible de se détériorer au cours des prochains mois<sup>4</sup>, confirme **le risque de famine au Yémen, au Soudan du Sud et au Nigeria**, et attire l'attention sur un autre groupe spécifique de «points chauds», parmi lesquels l'Afghanistan, le Burkina Faso, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, Haïti, le Honduras, le Soudan, la République arabe syrienne et le Zimbabwe, en raison de l'ampleur, de la gravité et de l'évolution des crises alimentaires existantes.

Même si l'on s'attendait à ce que la pandémie aggrave l'insécurité alimentaire, la persistance de la crise de santé publique n'a pas permis d'obtenir une image complète et fiable de la situation pendant la plus grande partie de l'année 2020. Ce n'est qu'à présent que des données claires et complètes sont disponibles. Depuis le début du printemps, l'ensemble des indicateurs clés confirment l'ampleur du problème. En février 2021, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont lancé un appel conjoint à l'action pour éviter la famine en 2021<sup>2</sup>. Ils appellent à la mobilisation de 5,5 milliards d'USD pour lutter contre la famine et/ou éviter un risque imminent de famine, l'objectif étant encore loin d'être atteint.

---

<sup>1</sup> [Rapport mondial de 2021 sur les crises alimentaires](#).

<sup>2</sup> [Appel à l'action pour éviter la famine en 2021, lancé par la FAO et le PAM](#).

<sup>3</sup> [Rapport mondial de 2020 sur les crises alimentaires](#).

<sup>4</sup> [Hunger Hotspots: FAO-WFP early warnings on acute food insecurity](#) (Points chauds de la faim: alertes précoces FAO-PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë), rapport publié par le Réseau mondial contre les crises alimentaires en mars 2021 concernant la période allant de mars à juillet 2021.

## I. PRÉLÈVEMENT

### I.1

#### a) Intitulé de la ligne

**30 04 01 - Réserve de solidarité et d'aide d'urgence**

#### b) Données chiffrées à la date du 06/05/2021

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	1 223 450 000,00	1 223 450 000,00
2 Virements	-649 043 750,00	-649 043 750,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	574 406 250,00	574 406 250,00
4 Crédits déjà utilisés	0,00	0,00
<b>5 Crédits disponibles (3-4)</b>	<b>574 406 250,00</b>	<b>574 406 250,00</b>
<b>6 Prélèvement proposé</b>	<b>204 000 000,00</b>	<b>204 000 000,00</b>
<b>7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)</b>	<b>370 406 250,00</b>	<b>370 406 250,00</b>
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	16,67 %	16,67 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

#### c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 06/05/2021	0,00	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a	n/a

#### d) Justification détaillée du prélèvement

Conformément à l'article 9 du règlement fixant le cadre financier pluriannuel, la réserve de solidarité et d'aide d'urgence est destinée à permettre:

- (a) une assistance visant à répondre à des situations d'urgence résultant de catastrophes majeures qui sont couvertes par le Fonds de solidarité de l'Union européenne, dont les objectifs et le champ d'application sont définis dans le règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil; et
- (b) des réactions rapides à des besoins urgents spécifiques dans l'Union ou dans des pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget, en particulier pour les interventions d'urgence et les opérations d'appui en cas de catastrophe naturelle non couverte par le point a), de catastrophe d'origine humaine, de crise humanitaire, de menace de grande ampleur pour la santé publique ou en matière vétérinaire ou phytosanitaire, ainsi que pour des situations de pression particulière aux frontières extérieures de l'Union résultant de flux migratoires, lorsque les circonstances l'exigent.

## **II. RENFORCEMENT**

### **II.1**

#### **a) Intitulé de la ligne**

##### **14 03 01 - Aide humanitaire**

#### **b) Données chiffrées à la date du 06/05/2021**

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	1 416 512 450,00	1 820 000 000,00
2 Virements	100 000 000,00	110 000 000,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	1 516 512 450,00	1 930 000 000,00
4 Crédits déjà utilisés	1 295 830 000,00	476 927 298,97
<b>5 Crédits disponibles (3-4)</b>	<b>220 682 450,00</b>	<b>1 453 072 701,03</b>
<b>6 Renforcement demandé</b>	<b>204 000 000,00</b>	<b>204 000 000,00</b>
<b>7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5+6)</b>	<b>424 682 450,00</b>	<b>1 657 072 701,03</b>
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	14,40 %	11,21 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

#### **c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)**

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	154 184,80	7 514,62
2 Crédits disponibles à la date du 06/05/2021	144 184,80	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	6,49 %	100,00 %

#### **d) Justification détaillée du renforcement**

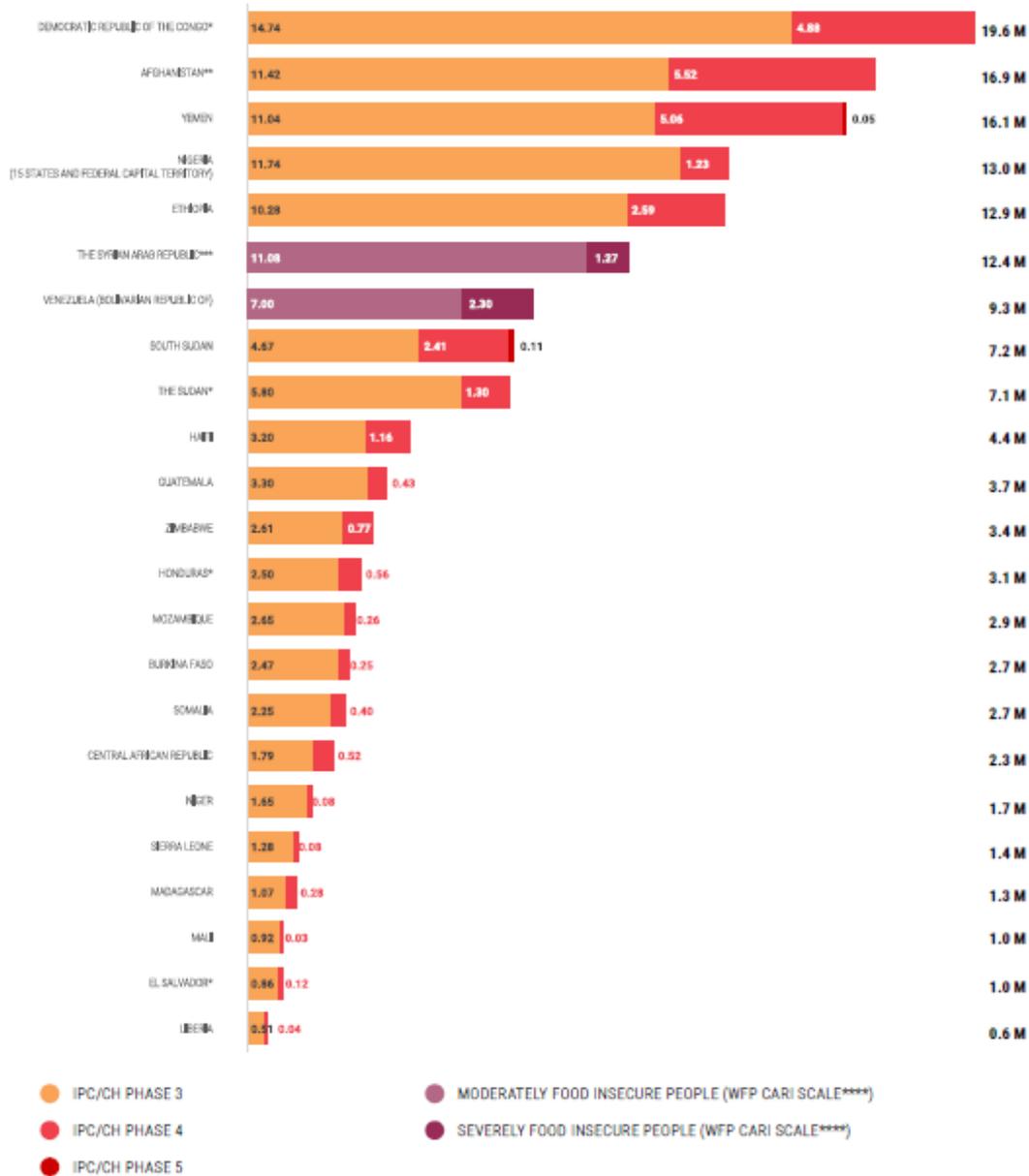
La présente demande vise à répondre aux besoins mentionnés plus haut et permettra de procurer une aide accrue à plusieurs «pays points chauds» pour lesquels la planification initiale de septembre 2020 n'a pas pu prévoir l'ampleur de la détérioration de la situation en matière de sécurité alimentaire et la réaction des donateurs internationaux ne s'est pas révélée suffisante face à la rapidité de la crise. Sur la base de la réaction initiale apportée grâce au budget de l'UE consacré à l'aide humanitaire, les ressources supplémentaires issues de la réserve de solidarité et d'aide d'urgence sont sollicitées afin de renforcer la réaction de l'UE à un certain nombre de situations humanitaires clés, compte tenu du niveau global des besoins alimentaires, des tendances sur le terrain et du déficit de financement humanitaire international.

Au 5 mai 2021, le taux d'exécution global pour les crédits d'engagement inscrits au chapitre 14 03 (Aide humanitaire) était de 87,4 % des crédits disponibles et il s'établissait à 24 % pour les crédits de paiement. La Commission n'a pas été en mesure de déceler des redéploiements disponibles au sein de la rubrique 6. Par conséquent, il est demandé de mobiliser la réserve de solidarité et d'aide d'urgence pour un montant total de 204 millions d'EUR en crédits d'engagement et de paiement afin d'apporter une aide dans le cadre de la crise due à la famine et l'insécurité alimentaire en Afrique, en Afghanistan, au Yémen et dans la région du Venezuela, comme indiqué à l'annexe 1.

## ANNEX 1

### Number of people in high acute food insecurity in hotspot countries

In 2021, in millions



[from Global Network against Food Crises (Hunger Hotspots report released on 23 March 2021)]

#### 1. AFRICA – EUR 95 million in commitment and in payment appropriations

In Africa, the overall food security situation is deteriorating fast in a large number of countries with pre-existing humanitarian situations following a combination of multiple shocks, including violence, conflicts, natural hazards, epidemics, economic decline and the socio-economic impact of the COVID-19. According to the 2021 Global Report<sup>1</sup>, of the 42 countries with populations in the extremely severe phase of emergency (IPC4 and above), 33 are in Africa, affecting more than 19 million people. This means that in some countries, people are already in the grip of or at risk of starvation and death, as well as complete collapse of livelihoods.

EUR 95 million in commitment and in payment appropriations is requested for Africa to provide support to an urgent scale-up of the humanitarian response primarily focusing on life-saving operations and the delivery of emergency food and nutrition assistance, supported by emergency multi-sectoral response in countries affected, notably:

- the **Democratic Republic of Congo** (which is the country with the highest number of food insecure people worldwide),
- **Nigeria, South Sudan** (where pockets of famine (IPC5) have been recently identified), **Burkina Faso**, (IPC5 pockets in 2019) and
- Several countries in the **Southern Africa / Indian Ocean region** including **Madagascar**, (with most districts in the South in the grip of starvation), **Mozambique** (severely affected by the conflict in its Northern Provinces and consecutive tropical storms) and **Zimbabwe** (weakened by climatic shocks and persistent macro-economic instability).

The countries listed above are those where the deterioration is the most severe compare since early 2021 and/or for which the overall level of funding gap is among the highest. The evolution of the overall humanitarian situation in Africa, notably in **Ethiopia, Somalia, Sudan**, as well as in **West Africa** (e.g. **Niger, Mali, Sierra Leone, Liberia**) and in **Central Africa** including the **Central African Republic**, also in a very severe food insecurity situation, are being monitored closely to step up intervention as necessary later in the year, based on evidence.

## **2. AFGHANISTAN – EUR 25 million in commitment and in payment appropriations**

In Afghanistan, according to the Global network hotspots report, the key drivers for food insecurity are the escalating conflict, a weak economic environment and dry conditions compromising key harvests. According to United Nations Food and Agricultural Organisation, a meteorological drought is on course. The drought is worsening the already dramatic food insecurity and is affecting half of the Afghan population. October 2020 to February 2021 has been the driest winter in 40 years in the central and western regions of the country, and this trend is forecasted to continue until May 2021.

EUR 25 million in commitment and in payment appropriations is requested for Afghanistan to provide support to partners to respond to high food insecurity and acute malnutrition in most hard to reach areas, many of those under Taliban influence/control (about 60% of the country). Intervention strategies will seek to pre-emptively reduce the impact of lower precipitation and the subsequent drought, prioritising anticipatory actions and early response to the drought, via livestock support, emergency food, livelihoods, integrated health and nutritional assistance in acutely affected provinces, reaching mainly rural areas. This response will focus on the most vulnerable populations (traditionally, women and children, racial/ethnic minorities, people living with disabilities, elderly) in areas where development/state-run services cannot access.

## **3. YEMEN – EUR 44 million in commitment and in payment appropriations**

In Yemen, heavy constraints to humanitarian access, active conflict, economic decline, collapse of public services and import restrictions of basic commodities such as fuel and food, compounded by a sharp decrease of humanitarian funding since 2020, notably from regional donors, have increased the immediate risk of famine. Urgent and up-scaled targeted humanitarian action is needed. Pockets of famine (IPC 5) are currently identified in Yemen. While the needs are increasing and the UN is warning of an imminent risk of conflict-induced mass famine, the humanitarian response is confronted with a significant funding gap. The pledged amount during the last High Level Pledging Event on the Humanitarian Crisis in Yemen held on 1 March 2021 reached USD 1,67 billion, which represents only 43% of the 2021 Humanitarian Response Plan.

EUR 44 million in commitment and in payment appropriations is requested for Yemen to provide support to the population directly affected by conflict, notably those who have been displaced, and vulnerable communities affected by the food security, nutrition and related health crises. Food assistance programmes will be supported both with in-kind and cash/vouchers delivery modalities. Additionally, multi-sector health and nutrition programmes, including water and epidemics components will be supported to further address not only food insecurity and malnutrition, but also the consequences of the needs stemming from them.

#### **4. VENEZUELA – EUR 40 million in commitment and in payment appropriations**

In Venezuela, the humanitarian situation has deteriorated sharply, being severely aggravated by the socio-economic consequences of COVID-19. Food insecurity levels have rocketed since 2019, when around 9.3 million Venezuelans were food insecure according to the WFP Assessment. Local humanitarian NGO LocalHumVenezuela estimates that now at least 14.8 million people are in urgent need of food assistance. In addition, the regional platform Response for Venezuelans (R4V) estimates that there are more than five million people with food assistance needs among migrants, refugees and host communities in the wider region. The March 2021 FAO and WFP Hunger Hotspots report calls on the international community to scale up humanitarian assistance to meet the most urgent needs in Venezuela, in view of the severity of the food crisis. Canada has called an International Pledging Conference to garner support for Venezuela on the 17th June.

EUR 40 million in commitment and in payment appropriations is requested for Venezuela and across the region to provide urgent assistance to the most vulnerable people who are requiring urgent food, nutrition and nutrition-related services (notably health and WASH). Food assistance interventions, especially to displaced Venezuelans, will be using both in-kind and cash/vouchers delivery modalities. Interventions in other sectors will be geared towards addressing the prevailing food insecurity and malnutrition in a comprehensive manner, primarily targeting the new unmet needs inside Venezuela, as well as the needs of newly displaced people, i.e. people in transit and recently arrived in the region.

## ANNEX 2

### COMMISSION TRANSFER PROPOSALS RELATED TO THE SOLIDARITY AND EMERGENCY AID RESERVE IN 2021

The tables below show the transfer proposals transmitted to the Budgetary Authority to date during 2021, which relate to the Solidarity and Emergency Aid Reserve (SEAR), and the remaining amount under the SEAR reserve following the approval of these proposals.

Transfer Ref	Content	Commitment Appropriations carried-over Reserve (EUR)	Commitment Appropriations 2021 Reserve (EUR)				
			Total	Internal (excluding EUSF)	EUSF	External	End-of-Year Cushion (25%)
	<b>General Budget 2021 - Initial appropriations</b>	0	1,273,450,000	143,263,125	477,543,750	334,280,625	318,362,500
	General Budget 2021 - EUSF advances (Article 4a (4) EUSF Regulation)		-50,000,000		-50,000,000		
	DAB2 carryover EUSF	47,981,598			47,981,598		
	DAB2 mobilisation EUSF	-47,981,598			-47,981,598		
DEC 02	Mobilisation of the SEAR to support the roll out of Covid-19 vaccination in Africa		100,000,000			100,000,000	
DEC 03	Mobilisation of the EUSF to provide assistance to Greece and France in relation to regional natural disasters and to Albania, Austria, Belgium, Croatia, Czechia, Estonia, France, Germany, Greece, Hungary, Ireland, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Montenegro, Portugal, Romania, Serbia, Spain in response to the major public health emergency caused by the COVID-19 pandemic in early 2020		427,543,750		427,543,750		
DEC 05	Mobilisation of the SEAR for new Covid-19 actions under ESI and ECDC		121,500,000	121,500,000			
DEC 12	Mobilisation of the SEAR related to famine and food insecurity in Yemen, Africa, Afghanistan and Venezuela		204,000,000			204,000,000	
	<b>Total DEC transfer proposals</b>	0	853,043,750	121,500,000	427,543,750	304,000,000	0
	<b>Remainder</b>	0	370,406,250	21,763,125	0	30,280,625	318,362,500
	<b>Total remainder of commitment appropriations</b>		370,406,250				

Transfer Ref	Content	Payment Appropriations carried-over Reserve (EUR)	Payment Appropriations 2021 Reserve				
			Total	Internal (excluding EUSF)	EUSF	External	End-of-Year Cushion (25%)
	<b>General Budget 2021 - Initial appropriations</b>	0	1,273,450,000	143,263,125	477,543,750	334,280,625	318,362,500
	General Budget 2021 - EUSF advances (Article 4a (4) EUSF Regulation)		-50,000,000		-50,000,000		
	DAB2 carryover EUSF	47,981,598			47,981,598		
	DAB2 mobilisation EUSF	-47,981,598			-47,981,598		
DEC 02	Mobilisation of the SEAR to support the roll out of Covid-19 vaccination in Africa		100,000,000			100,000,000	
DEC 03	Mobilisation of the EUSF to provide assistance to Greece and France in relation to regional natural disasters and to Albania, Austria, Belgium, Croatia, Czechia, Estonia, France, Germany, Greece, Hungary, Ireland, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Montenegro, Portugal, Romania, Serbia, Spain in response to the major public health emergency caused by the COVID-19 pandemic in early 2020		427,543,750		427,543,750		
DEC 05	Mobilisation of the SEAR for new Covid-19 actions under ESI and ECDC		121,500,000	121,500,000			
DEC 12	Mobilisation of the SEAR related to famine and food insecurity in Yemen, Africa, Afghanistan and Venezuela		204,000,000			204,000,000	
	<b>Total DEC transfer proposals</b>	0	853,043,750	121,500,000	427,543,750	304,000,000	0
	<b>Remainder</b>	0	370,406,250	21,763,125	0	30,280,625	318,362,500
	<b>Total remainder of payment appropriations</b>		370,406,250				